

# Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Mario Monti, Président du Conseil des ministres de la République italienne, notamment sur la crise de la Zone euro, à Rome le 14 juin 2012.

M. MONTI -- Je souhaite avant tout remercier le Président HOLLANDE d'avoir accepté mon invitation à venir aujourd'hui, ici, à Rome, dans une phase très intense de l'agenda économique européen et international. Et de l'agenda politique français, aussi. Et donc la présence de M. le Président, ici à Rome aujourd'hui, est particulièrement appréciée.

Je souhaite le féliciter à nouveau publiquement pour son élection et d'ailleurs je formule au nom du gouvernement italien et en mon nom personnel, mes meilleurs vœux pour son mandat à la direction de la France, dans une phase cruciale pour le monde et tout particulièrement pour l'Union européenne.

La France et l'Italie sont deux pays très proches, non seulement du point de vue géographique, mais également par l'histoire, la culture, le mode de vie des citoyens. Au sein de la grande famille européenne, des liens nous unissent de façon très étroite. Je suis donc persuadé que nous saurons organiser un programme de travail conjoint profitable dans l'intérêt de nos deux pays et de l'Europe.

Le Président HOLLANDE se rend pour la première fois en Italie aujourd'hui et en fait c'est notre première vraie rencontre bilatérale, même si nous avons déjà pris l'habitude de nous rencontrer car nous nous sommes déjà vus et nous avons échangé plusieurs fois au G8, à Camp David, dans des visio conférences, au Conseil européen du 23 mai ...Mais aujourd'hui c'était en fait la première vraie occasion de rencontre bilatérale. Et aujourd'hui nous avons avant tout évoqué des sujets bilatéraux qui sont très importants et heureusement qui ne posent aucun problème. Car nous avons constaté une situation très positive qui demande un petit peu d'attention, pour améliorer davantage et intensifier nos échanges. Car le potentiel est énorme.

Nous aurons un sommet bilatéral qui est prévu à l'automne. Les deux gouvernements vont se rencontrer et à cette occasion, nous allons redynamiser les différents sujets d'intérêt commun sur le plan de l'économie, des infrastructures et des grands projets conjoints ainsi que sur le plan culturel qui est très important pour nos deux pays.

Nous avons également en commun l'objectif d'assurer une croissance accrue des investissements et du commerce bilatéral, qui aujourd'hui atteint déjà 70 milliards d'euros par an. La France et l'Italie sont chacune le deuxième partenaire commercial de l'autre et les investissements réciproques demeurent - surtout compte-tenu de la situation actuelle -- tout à fait importants.

Inutile de passer en revue tous les différents secteurs car vous les connaissez déjà.

Vous ne serez sûrement pas surpris de savoir qu'aujourd'hui nous nous sommes également penchés, dans le cadre de nos entretiens, sur le sujet de l'intégration européenne et de la crise de la zone euro.

Nous avons constaté une très forte convergence de vues sur toutes les questions principales qui sont sur la table. Nous avons tous les deux donné une évaluation très positive de tout ce qui a été fait jusqu'à présent au niveau européen, pour contrecarrer la crise- y compris la récente intervention de soutien au système bancaire espagnol. Et tout ce qui a été fait pour faire face à la

crise est important même si cela n'a pas toujours été suffisant.

Nous sommes convenus que les progrès importants réalisés au niveau de la gouvernance européenne de la zone euro ne suffisent pas à mettre l'euro à l'abri des turbulences du marché. Il faut donc agir en renforçant les points faibles du système et, à notre avis, tout cela implique des actions sur l'économie réelle et des actions sur les aspects financiers.

Nous sommes convenus de l'importance d'attacher plus d'attention à la croissance, dans le cadre de la formulation des politiques européennes et au niveau national. La croissance ne signifie pas qu'il faille mettre de côté ou négliger la discipline budgétaire. Nos deux pays ont su tirer des leçons des décennies passées. Ce n'est pas une bonne idée que de négliger la discipline budgétaire, mais cette discipline à elle seule ne suffit pas pour avoir la croissance, le développement et la création d'emplois.

Il faut donc envisager des politiques nationales et européennes appropriées. Il faut que ces politiques soient prioritaires et, lors du Conseil européen du 23 mai, le Président HOLLANDE et moi-même, sans nous mettre d'accord à l'avance, nous avons en fait été en phase. Nous avons ensuite évoqué la manière de travailler au niveau financier pour renforcer la position des pays par rapport au marché. Nous avons évoqué des propositions, des propositions auxquelles travaille à l'heure actuelle l'Union européenne.

Nous avons ensuite abordé la crise de la dette souveraine, les outils susceptibles de rétablir la confiance des marchés à l'égard des pays les plus exposés et nous avons également échangé nos vues sur les hypothèses à l'étude, concernant des formes d'émission commune de titres et d'autres propositions.

Nous sommes tombés d'accord pour tout ce qui concerne le développement, j'avais oublié de le dire mais il s'agit d'un point central de nos deux positions respectives. C'est-à-dire la nécessité d'augmenter les investissements productifs pour les économies, que ce soient des investissements financés par le secteur privé ou public ou sous des formes de partenariat public-privé.

Dans trois jours se tiendront les élections en Grèce : nous avons bien sûr évoqué ce sujet et je souhaite réaffirmer mon souhait que la Grèce reste dans la zone euro et qu'elle respecte ses engagements. Nous estimons que le peuple grec a accompli d'importants efforts au cours de ces dernières années, des efforts qui dans des situations normales auraient demandé une génération tout entière.

L'Union européenne et la zone euro font preuve d'une grande solidarité. Nous deux pays, dans l'ensemble, donnent une contribution qui s'élève jusqu'à 40% de l'assistance à la Grèce et à tous les pays qui en ont besoin. Et l'engagement de la Grèce à l'assainissement budgétaire et aux réformes structurelles est la meilleure garantie d'un avenir plus prospère pour ce pays, dans le cadre de la zone euro.

Nous avons ensuite évoqué un certain nombre de sujets internationaux et tout particulièrement la Syrie. Les exactions perpétrées par le régime sont inacceptables, elles doivent être condamnées avec la plus grande fermeté. Nous appuyons avec force l'action de l'envoyé de l'ONU, M. Kofi ANNAN.

Rome- je me réjouis de le dire -- occupe une position assez centrale dans la préparation des prochaines décisions européennes. Nous aurons à nouveau le Président HOLLANDE, ici, à Rome, le 22 juin à avec la Chancelière allemande Mme MERKEL et le Président du gouvernement espagnol M. Mariano RAJOY et à cette occasion il y aura lieu d'approfondir plus particulièrement nos visions respectives sur les outils d'intervention pour le développement et pour le renforcement de la zone euro. Et j'ai une grande confiance, plus de confiance, d'ailleurs, après notre entretien d'aujourd'hui. Je suis sûr que l'Italie et la France sauront contribuer de façon importante au développement solide et harmonieux de notre maison européenne commune. Je vous remercie et je vous passe la parole.

LE PRESIDENT -- Monsieur le Président du Conseil, j'effectue aujourd'hui ma première visite comme chef de l'Etat en Italie. Je connais bien votre pays, j'y ai noué des relations amicales avec beaucoup et je sais ce que représente l'amitié entre la France et l'Italie, qui est faite de relations

économiques, de relations commerciales, culturelles mais aussi de grandes convergences politiques. J'ai aussi apprécié vos interventions au G8 à Camp David, au Conseil européen et j'ai beaucoup de considération pour l'action que vous menez.

Je veux dans cette première rencontre officielle rappeler ce qui nous engage communément.

D'abord, une volonté d'approfondir nos relations et nous en aurons l'occasion pour le sommet bilatéral entre la France et l'Italie, qui pourrait se tenir à Lyon à la fin de l'année.

Nous pourrions examiner à cette occasion à la fois les projets d'infrastructure : nous en avons, sortes de project bonds avant l'heure, mais également nos échanges commerciaux. Je rappelle que l'Italie est le deuxième partenaire commercial de la France. Nous pourrions également examiner nos projets industriels communs, de nombreuses entreprises françaises et italiennes travaillent dans des domaines proches et avec des relations entre des capitaux français et italiens. Et enfin nous pourrions encore approfondir nos échanges culturels et universitaires.

Voilà pour les relations bilatérales.

J'ai voulu, avec le ministre des affaires étrangères, également évoquer avec le Président MONTI la grave question de la Syrie. La France est mobilisée et elle le restera, par rapport à une situation qui est inacceptable et qui s'aggrave de jour en jour. Nous souhaitons qu'il y ait encore un renforcement des sanctions, que la mission de Kofi ANNAN soit une nouvelle fois renforcée.

Nous souhaitons qu'il y ait également la recherche avec la Russie (et ce pourra être à Los Cabos l'un de nos sujets) d'une solution politique, c'est-à-dire une transition politique. Et enfin nous réunirons le groupe des « Amis de la Syrie » le 6 juillet à Paris et je le confirme ici : nous avons besoin de l'Italie pour participer à cette recherche d'une solution pour la Syrie.

Nous avons évoqué aussi d'autres situations internationales : l'Iran, le Sahel. Mais ce qui nous a animés une bonne partie de l'après-midi, c'est notre vision commune de l'Europe. J'ai adressé au Président VAN ROMPUY un document pour préparer le Conseil européen de la fin du mois de juin. Dans ce document, je pose trois principes.

Celui de la croissance indispensable si nous voulons que nos économies retrouvent une dynamique et si nous voulons atteindre nos objectifs de réduction des déficits- même si je n'oppose pas le sérieux budgétaire et la croissance. Le sérieux budgétaire est nécessaire à la croissance et la croissance permet d'atteindre des objectifs en termes de financements. Cela c'est le premier principe, la croissance.

Le second principe, c'est la stabilité. L'Europe a besoin d'instruments, de mécanismes qui permettent de soutenir banques, Etats qui peuvent se trouver à un moment et injustement dans une tourmente- de façon à ce que la spéculation soit découragée et à ce que la cohésion de la zone euro soit renforcée.

Le troisième principe, c'est l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, c'est-à-dire d'avoir une feuille de route pour les prochaines années qui nous permette de coordonner nos politiques, d'harmoniser nos fiscalités, de faire des politiques structurelles qui donnent plus de capacités à l'Europe.

C'est sur ces trois principes que nous nous sommes retrouvés. Sur la croissance, nous partageons le même objectif et d'ailleurs aussi un large accord sur les instruments- que ce soit la Banque européenne d'investissement, les fonds structurels, les project bonds. Nous pourrions trouver non seulement entre nos deux pays mais avec d'autres les conditions qui nous permettront d'aboutir à un consensus- pour le Conseil européen en tout cas, nous le recherchons. Encore faut-il que les montants concernés soient conséquents. Il ne s'agit pas de faire de la croissance avec des dépenses publiques de chacun de nos Etats mais il ne s'agit pas non plus de faire de la croissance avec quelques ressources que nous mobiliserions pour la circonstance. Nous avons besoin d'instruments qui puissent être mobilisés rapidement pour redonner de l'activité économique.

Je partage aussi l'idée que nous avons besoin de financements pour les investissements d'avenir et que là encore, l'Europe devrait regarder ce qu'apportent les différents Etats, dans le cadre de ces financements d'avenir pour avoir une conception plus souple qu'aujourd'hui en termes de classification de ces dépenses.

Ensuite, il y a la stabilité, et là encore nous avons échangé nos idées. Nous devons encore travailler pour répondre le plus efficacement possible à ce défi qui nous est posé de donner des

travailler pour répondre le plus efficacement possible à ce défi qui nous est posé de donner des moyens pour que les banques, pour que les Etats puissent être protégés de la spéculation et pour qu'il y ait des garanties qui soient apportées pour les Etats vertueux, de façon à ce qu'ils ne soient pas eux-mêmes mis en cause alors qu'ils ont fait l'effort nécessaire, comme ici en Italie, pour redresser les comptes publics.

Cela supposera de l'imagination, de l'innovation, pour trouver ces instruments financiers et nous allons continuer d'y travailler. Enfin, il y a l'approfondissement de l'Union monétaire. Vous savez les idées qui m'animent notamment pour la taxe sur les transactions financières sur la base de coopération renforcée, des obligations qu'on peut appeler euro bonds, euro bills, fonds d'amortissement, cela renvoie à des réalités différentes mais nous avons besoin de nouveaux instruments qui supposeront eux même plus d'intégration. Voilà sur quoi nous avons échangé, travaillé. Nous avons un nouveau rendez-vous à quatre cette fois-ci, à Rome toujours, avec nos amis allemands et nos amis espagnols. Cela sera une étape supplémentaire. Je veux dire aussi un mot sur la Grèce, puisqu'il y a une élection qui est prévue le 17, ce n'est pas la seule en Europe, enfin je ne parlerai que de l'élection en Grèce. Je partage complètement ce qu'a dit Mario MONTI, le Président du Conseil Italien.

Les Grecs sont souverains, ce sont eux qui doivent décider et nous devons les respecter. Ils ont fait des efforts considérables depuis plusieurs mois pour se mettre au niveau de ce qui était demandé, compte tenu de ce qui avait été hélas laissé par des gouvernements. Et aujourd'hui ils doivent réaffirmer leur attachement à l'euro et à des engagements.

Mais je le dis aussi : l'Europe doit faire son devoir en termes de croissance par rapport à la Grèce. Et j'ai plaidé, je pense que là-dessus nous pouvons nous retrouver aussi, pour que des fonds structurels puissent être apportés rapidement à la Grèce, de façon à ce qu'elle puisse elle aussi avoir des retombées de croissance. Nous avons confiance dans le peuple grec, le peuple grec doit avoir confiance dans les Européens mais en même temps chacun doit respecter ses engagements.

Enfin un mot de ce qui nous attend. Nous avons plusieurs rendez-vous après le 17. C'est Los Cabos, là encore je mettrai avec d'autres le thème de la croissance parce qu'elle ralentit partout dans le monde y compris chez les émergents. Donc nous avons une volonté qui doit être réaffirmée à cette réunion du G20 de faire de la croissance notre objectif, mais également de répondre à de nouveaux défis qui se retrouveront posés d'ailleurs à Rio+20 au Brésil. C'est le défi de la solidarité internationale d'une Agence de développement pour l'environnement, une Agence spécialisée de l'ONU et ensuite il y aura cette réunion le 22 et le Conseil Européen du 28 et du 29. Beaucoup de travail nous attend. Et donc nous avons besoin d'idées claires, d'idées fortes pour créer la cohésion indispensable. Je ne veux pas d'une Europe qui soit regardée comme le continent malade.

Nous avons une puissance économique, nous sommes un ensemble de pays avec une grande histoire, avec toutes les conditions pour assurer notre avenir. Mais nous devons faire des efforts nous-mêmes, et ne pas être un sujet d'inquiétude mais au contraire un enjeu de fierté. Eh bien, c'est ce que nous avons à faire, nous les Européens. La réponse est de notre côté. A la fois parce que nous avons conscience que notre continent a toutes les capacités pour préparer son avenir, et parce que nous devons peser sur le sort de la planète. Voilà pourquoi j'étais heureux de tenir ces propos ici à Rome. Le Président de la République italienne nous attend, donc nous pourrons répondre aux questions à cette occasion-là. Sauf s'il y avait une ou deux questions. Vous savez, la presse française veut toujours poser des questions.

QUESTION -- Bonjour, le plan de sauvetage des banques espagnoles a été insuffisant pour rassurer les marchés, il faut faire plus. Vous en convenez d'ailleurs vous-même. Plusieurs pistes sont sur la table. Quelles sont les pistes sur lesquelles vous êtes d'accord ? Et surtout, deuxième question, ces pistes sont depuis longtemps sur la table pour certaines, mais Mme MERKEL a souvent été réticente. Alors, quelle chance avez-vous tous les deux de convaincre la Chancelière, là où d'autres comme M.SARKOZY ont eu du mal à le faire dans les mois passés ? Enfin j'ai une question de politique intérieure, aussi pour Monsieur le Président : un tweet a fait polémique en France, en Italie etc. La première dame a-t-elle le droit de contredire votre position ou de

contredire la position du parti socialiste concernant l'élection de La Rochelle ?

LE PRESIDENT -- Je ne pense pas que le Président MONTI pourra répondre à cette question.

M.MONTI -- Est-ce que je peux écouter ?

LE PRESIDENT -- Mais je n'y répondrai pas moi non plus, ici et sur ce sujet. En revanche sur l'Espagne, il y a eu une réunion importante qui s'est tenue samedi, et qui a permis de trouver une solution. Encore faut-il qu'elle soit mise en application. Est-ce que nous pourrions avec la Chancelière améliorer encore les dispositifs ? Oui, je l'ai dit, cela fait partie du rendez-vous du Conseil européen. Sur la croissance, nous devons prendre des mesures, sur la stabilité financière également. Il y a plusieurs idées, vous savez, qui ont été mises sur la table, au-delà des euro obligations ou euro bills qui sont plutôt dans le moyen terme mais il y a l'intervention du mécanisme européen de stabilité, il y a la garantie des dépôts, la supervision bancaire ce que l'on appelle l'Union Bancaire, il y a la licence bancaire qui pourrait être éventuellement accordée au Mécanisme européen de stabilité qui donnerait la puissance nécessaire pour vaincre un certain nombre de mouvement financiers. Donc, ces questions-là seront présentes dans le Conseil européen des 28 et 29. Et nous devons les uns et les autres- ce sera aussi l'objet la réunion de Rome qui sera préparatoire- mettre en place tous les instruments qui peuvent, avec une modification du traité ou pas de modification du traité, être efficaces. Il y un principe c'est l'efficacité et en même temps la cohésion. L'idée c'est de trouver des mécanismes pour les Etats vertueux, pour ceux qui font l'effort et qui ne peuvent pas être exposés à la spéculation.

M.MONTI -- J'ajoute quelques mots, tout simplement pour répondre à la question concernant Mme MERKEL. Depuis quelques mois - j'ai commencé avant le Président HOLLANDE- et donc depuis quelques mois, j'ai le plaisir et l'occasion de collaborer et d'échanger avec la Chancelière MERKEL aussi bien dans le cadre de rencontres bilatérales qu'au niveau des Conseils européens, et je pense que nous avons intérêt à identifier des solutions toujours meilleures pour la construction européenne aussi bien du point de vue de la croissance que de la stabilité, et du développement, et de l'intégration. A mon sens, on ne peut pas parler d'Etats membres qui seraient bloqués et d'Etats membres qui devraient bouger et avancer. A ma connaissance, j'ai toujours pu constater en Europe une tentative, une recherche de positions communes et je sais que Madame MERKEL tout comme le Président HOLLANDE, moi-même ainsi que les autres chefs de gouvernement, nous sommes tous toujours à la recherche constante de solutions pour l'Europe de façon à ce que pour reprendre les propos du Président HOLLANDE, ces solutions soient plus efficaces.

QUESTION -- Monsieur le Président, aujourd'hui la BCE a souligné les objectifs ambitieux de l'Italie mais également la dette publique qui ne cesse d'augmenter. La Banque d'Italie a exprimé ses préoccupations. Il y a eu des enchères importantes avec des rendements élevés. Ma question est la suivante : comment peut-on éviter la spirale qui a également touché l'Espagne à un moment où nos rendements sont aussi élevés ? Et, on voulait vous demander : on a entendu beaucoup parler de cette idée d'aller vers une union plutôt économique que politique £ à combien de votre souveraineté nationale vous êtes disposé à renoncer pour cet objectif et aussi partagez-vous l'avis du Directeur général du Fonds Monétaire International, Christine LAGARDE sur le fait qu'il ne reste que trois mois pour sauver l'euro ? Merci.

M. MONTI -- Je vais peut-être répondre très rapidement et puis la balle passera dans le camp du président HOLLANDE qui doit ensuite se rendre au Quirinal.

Le fait que la dette publique italienne est importante est assez connue, nous le savons cela ne nous a pas échappé et les Italiens et les organisations internationales sont conscients des progrès remarquables accomplis par l'Italie qui au cours de ces derniers mois pour avoir un comportement au point de vue des finances publiques plus vertueux si je puis emprunter cet adjectif au Président HOLLANDE.

Par contre, vous avez soulevé un problème réel qui est le suivant : comment un pays comme l'Italie aujourd'hui, et là je pense aux prévisions de la Commission européenne, et donc un pays qui a un déficit public qui cette année sera la moitié du déficit moyen de l'Union européenne par rapport au PIB et qui l'année prochaine aura un excédent structurel car c'est l'un des rares pays

européens qui auront cet excédent structurel- et à chaque fois qu'il y a une perturbation dans les marchés financiers, les taux d'intérêts italiens en subissent les conséquences plus que d'autres ? Le spread monte et tout cela ne fait qu'avoir des retombées négatives sur les comptes de l'Etat pour les entreprises, ce qui peut donner aux citoyens et à l'opinion publique la sensation désagréable que les mesures que nous avons adoptées ne sont pas les bonnes ou qu'elles ne sont pas suffisantes, que leur portée et leur taille ne sont pas suffisantes alors que c'est l'inverse qui est vrai. Ce que nous faisons est parfois lourd mais nos choix vont dans la bonne direction comme d'ailleurs l'ont reconnu les entités internationales qui nous observent y compris au point de vue de la taille et de la portée. Car je viens d'évoquer les chiffres de notre déficit public et lorsque le Président HOLLANDE s'est penché plus que moi sur le sujet de la stabilité, je pense qu'il entendait par là qu'il faut améliorer les mécanismes de fonctionnement du système financier européen et de la zone euro, afin que personne ne puisse manger gratuitement et donc pour éviter que les comportements non vertueux soient récompensés par des taux d'intérêt stables, normaux mais afin que les comportements vertueux ne soient pas pénalisés par des taux d'intérêt et qui sortent de la normalité.

LE PRESIDENT -- Avant la crise de la zone euro, les taux d'intérêt sur les dettes souveraines des différents pays membres de la zone étaient quasiment identiques. C'est la crise qui a provoqué les écarts. Certains peuvent être justifiés compte-tenu des situations des finances publiques, des risques sur les dettes souveraines. D'autres écarts ne sont pas justifiés. Quand un pays fait l'effort de redressement, parvient à avoir un excédent structurel, il ne devrait pas y avoir d'écarts de taux d'intérêt par rapport à d'autres pays considérés comme vertueux depuis plus longtemps. Donc nous avons bien un problème dans la zone euro. Et c'est ce problème là qu'il conviendra de régler, sinon comment convaincre les opinions publiques d'un effort à faire s'il n'y a pas de récompense de l'effort ? C'est un sujet que nous devons mettre dans le débat sur la stabilité. Ensuite sur les prévisions qui sont faites, franchement, cela fait deux ans et demi que l'on annonce régulièrement que l'euro est sauvé et que souvent les mêmes annoncent qu'il va être menacé. Moi, je ne fais pas de spéculation à tous les sens du terme. Je considère que le devoir des Européens, ceux qui sont dans la zone euro, c'est de préserver la monnaie unique et de travailler pour qu'elle soit la plus forte possible- j'entends par là, pas forcément à un niveau de parité élevé mais la plus robuste par rapport au choc des marchés et tant que nous n'aurons pas mis en place des instruments, des procédures, des mécanismes stables, durables, efficaces avec un montant suffisant, nous serons toujours vulnérables. C'est le moment de le faire, et il y a eu trop de Conseils européens qui ont annoncé que la solution était trouvée pour que moi-même je me satisfasse au prochain Conseil européen de demi mesures.

Merci.